

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Evreux

Évreux, le 17/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SYNOVA

Espace Baron Lacour
27570 Tillières-Sur-Avre

Références : 27 / 2024-301
Code AIOT : 0005802247

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2024 dans l'établissement SYNOVA implanté Espace Baron Lacour 27570 Tillières-sur-Avre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 12 septembre 2024 fait suite à plusieurs événements récents relatifs au suivi de l'installation.

En premier lieu, un courrier alertant le préfet de l'Eure sur des odeurs dont l'usine SYNOVA de Tillières-sur-Avre serait à l'origine.

La visite a également permis de constater l'avancement des travaux d'aménagements du site, encadrés par l'arrêté préfectoral UBDEO/ERC/23/119 du 14 septembre 2023.

Enfin, la société SYNOVA, qui a fait l'objet d'une visite d'inspection le 7 mai 2024, a fait parvenir à l'Inspection des installations classées un document de porter à connaissance indiquant plusieurs modifications non-substantielles de ces travaux d'aménagements du site. Les modifications envisagées sur la solution de rétention des eaux d'extinction incendie et le déplacement du poste

de charge de la motrice électrique de remorques nécessitaient des compléments d'information. A la demande de l'exploitant, une réunion tripartite (SYNOVA, DREAL Normandie, SDIS 27) a été organisée afin d'échanger sur ces deux thématiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYNOVA
- Espace Baron Lacour 27570 Tillières-sur-Avre
- Code AIOT : 0005802247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

SYNOVA fabrique des granulés plastiques destinés au moulage (par injection) pour ses clients plasturgistes, essentiellement du secteur automobile.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Odeur
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Dans son courrier du 30 mai 2024, la plaignante demande à monsieur le Préfet de l'Eure de lui transmettre l'arrêté préfectoral autorisant la société SYNOVA à exercer des activités de recyclage de métaux critiques.

Aucun arrêté préfectoral n'a été pris pour autoriser de telles activités.

L'inspection du 12 septembre 2024 a permis de constater que les seules activités exercées au sein des installations de SYNOVA sont celles encadrées par l'arrêté préfectoral UBDEO/ERC/23/119 du 14 septembre 2023, et qu'aucune activité liée au traitement ou recyclage de métaux n'est pratiquée.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Rétention des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article Artcile 7.6.8.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Poste de charge motrice électrique	Autre du 05/07/2024	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article Article 3.1.3	Sans objet
2	Murs coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article Article 7.3.2	Sans objet
3	Eaux pluviales de voirie	Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article Article 4.3.2.1	Sans objet
6	Trafic routier	Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article Article 1.2.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a constaté aucune odeur particulière lors de la visite objet du présent rapport. Les travaux d'aménagements respectent le calendrier prévu, hormis ceux concernant la rétention des eaux d'extinction incendie suspendu par l'exploitant suite à l'avis défavorable du SDIS 27. L'exploitant doit ainsi fournir une nouvelle version de son document de porter à connaissance incluant une nouvelle modélisation de la rétention des eaux incendie, ainsi que des précisions sur l'emplacement du futur poste de charge de la motrice électrique de remorques, pour lesquels un délai supplémentaire de 2 mois est accordé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article Article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. L'Inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.
Constats : Le jour de la visite, l'Inspection n'a pas constaté d'émanation d'odeurs incommodantes, alors que l'installation était en fonctionnement normal. En amont et suite à la réception du courrier de plainte, l'Inspection des installations classées avait demandé à l'exploitant de procéder à une campagne de mesure des émissions de poussières et de composés organiques volatiles (COV) dont les résultats mettent en évidence l'absence de dépassement des valeurs limites d'émission.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Murs coupe-feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article Article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Murs coupe-feu

Prescription contrôlée :

[...]

Les murs coupe-feu répondant aux caractéristiques minimales ci-dessous sont mis en œuvre pour sécuriser le site selon l'échéancier suivant :

Référence sur le plan	Localisation zone SUD	Caractéristiques minimales	Echéancier
1	Face Nord du bâtiment brique	REI 120 Toute hauteur	31/12/24
2	- Limite séparative (« nouveau bâtiment » + « zone cadence ») - Face Nord du bâtiment « zone cadence »	- REI 120 sur 3,2 mètres de haut - REI 120 Toute hauteur	
3	Bâtiment principal du secteur Sud	REI 120 Toute hauteur	
4	Atelier Extrusion	REI 120 Toute hauteur	

[...]

Les portes communicantes dans les murs coupe-feu sont de qualité EI 120 et munies d'un dispositif de fermeture automatique qui peut-être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules.

La fermeture automatique des portes coupe-feu n'est pas gênée par des obstacles.

Constats :

Le 5 juillet 2024, l'exploitant a fait parvenir à l'Inspection des installations classées un porter à connaissance indiquant une modification du recoupage des murs coupe-feu devant être installés. Ce recoupage a bénéficié d'un avis favorable du SDIS 27.

L'ensemble des murs-coupe-feu a été installé excepté sur le retour « Nord » du mur coupe-feu n°4 modifié où la partie haute de (3 m jusqu'au faîtage de l'atelier) reste à remplacer.

Un doublage avec isolation et plaquage est en cours d'installation sur l'ensemble des murs déjà installés.

L'installation des portes coupe-feu est prévue durant le mois d'octobre 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'échéance du 31/12/24 n'étant pas dépassée, l'exploitant transmettra d'ici cette date les justificatifs des travaux restant (mise en place des portes coupe feu et finalisation du mur coupe feu n°4 sur la partie Nord.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Eaux pluviales de voirie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article Article 4.3.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Eaux pluviales de voirie

Prescription contrôlée :

[...]

- Zone Nord

Les eaux pluviales de ruissellement des surfaces étanches sont collectées par un réseau spécifique et font l'objet d'un traitement approprié permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Le bassin de 550 m³ est utilisé pour la régulation des eaux pluviales et le confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie, un volume de 370 m³ doit être maintenu libre en permanence. Un dispositif de filtration mécanique pour récupérer les poussières / granulés plastiques et un séparateur à hydrocarbures sont installés avant rejet au milieu naturel.

Constats :

Au jour de la visite, l'ensemble des voiries (y compris le pont bascule) du secteur Nord a été réalisé, permettant l'étanchéité des surfaces concernées.

La zone est équipée d'avaloirs d'eaux de pluie évacuant au moyen d'une pompe de relevage vers le bassin de rétention de 550 m³, après passage dans un séparateur d'hydrocarbures. Le respect du volume minimal de rétention n'a pas été contrôlé lors de cette visite, ce point ayant été vérifié lors d'une précédente inspection. Le bassin présentait toutefois de la disponibilité pour sa fonction de rétention.

Les seuls travaux restant à réaliser au niveau du sol de la zone Nord est la mise en place de 2 piézomètres, dont les emplacements sont repérés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rétention des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article Article 7.6.8.2

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction incendie

Prescription contrôlée :

[...]

Des capacités minimales de 850 m³ pour le secteur Sud et de 370 m³ pour le secteur Nord doivent être disponibles dans les dispositifs de rétention étanches. [...]

Ce volume tient compte des volumes d'eaux pluviales devant également être confinés en cas d'incendie.

Les confinements doivent être implantés et mis en service avant le 30/09/2024.

Constats :

Par courrier de porter à connaissance du 05/07/2024, l'exploitant a informé l'Inspection des installations classées de son intention de revoir son dispositif de rétention des eaux incendie pour

<p>le secteur Sud.</p> <p>Initialement, une cuve de 850 m³ devait être installée au Sud-Ouest du site, mais des contraintes technico-économiques rendent impossible cette implantation.</p> <p>L'exploitant a donc proposé dans le document précité une solution de rétention sur voirie qui a reçu un avis défavorable du SDIS 27, du fait d'une hauteur d'eau sur voirie trop importante.</p> <p>Une réunion tripartite sur site (exploitant, Inspection des installations classées, SDIS) a donc eu lieu au jour de la visite afin d'envisager une solution acceptable qui garantit la protection du milieu naturel conjointement à une intervention des services de secours.</p> <p>Au cours de cette réunion, il s'est avéré que la modélisation proposée par le bureau d'études ne tenait pas compte du volume d'eau qui serait retenu à l'intérieur des bâtiments.</p> <p>L'exploitant a ainsi proposé de prendre attache auprès d'un autre bureau d'études afin de faire une modélisation phasée du confinement sur voirie qui tienne compte du volume d'eau retenu à l'intérieur des bâtiments.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra fournir une version mise à jour de son document de porter à connaissance qui intègre la nouvelle modélisation des eaux d'extinction incendie précitée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Poste de charge motrice électrique

<p>Référence réglementaire : Autre du 05/07/2024</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Poste de charge motrice électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Par courrier du 05/07/2024, l'exploitant a informé l'Inspection des installations classées de son intention de déplacer le poste de charge de la motrice de remorques électriques de la zone technique du secteur Sud vers le parking d'attente des remorques du secteur Nord.</p> <p>Ce point a reçu une demande d'éclaircissement de la part du SDIS 27, la modélisation des flux thermiques étant basée sur un scénario minorant, faute de données et statistiques fiables.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la réunion tripartite sur site, ce point a été abordé.</p> <p>Une caméra thermique avec report d'alarme sera installée pour surveiller en permanence la zone de charge.</p> <p>La solution de butoirs pour marquer l'emplacement de la motrice lors de sa mise en charge est une solution à conserver afin de maintenir la motrice le plus loin possible des habitations voisines.</p> <p>Afin de prévenir la propagation des flux thermiques lors d'un éventuel incendie, l'exploitant a proposé de mettre en place des cloisons coupe-feu REI 60 préfabriquées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra faire parvenir à l'Inspection des installations classées une mise à jour de son document de porter à connaissance qui intègre l'emplacement final de la motrice électrique de</p>

remorques, délimité par les cloisons coupe-feu REI 60, ainsi que l'emplacement de la caméra thermique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Trafic routier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article Article 1.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Trafic routier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les mesures présentées dans son étude d'incidence dès notification du présent arrêté :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de la signalisation des accès au site dans la commune <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection des installations classées a constaté le jour de la visite d'inspection la mise en place de 5 feux de signalisation au niveau de la voie de circulation séparant les secteurs Nord et Sud, ainsi que 2 ralentisseurs de vitesse.</p> <p>Les feux de signalisation sont commandés par des capteurs au sol détectant la présence de véhicules en sorties de site Nord et Sud.</p>
Type de suites proposées : Sans suite